

Fouilles des sacs à l'entrée des établissements : la dernière trouvaille du gouvernement pour intimider et mettre au pas la jeunesse...

Montreuil, le 25 février 2025

Il ne fait pas bon être jeune sous l'autorité du président Macron et de ses ministres. Ainsi, le 21 février, Élisabeth Borne, ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement Supérieur n'a-t-elle rien trouvé de plus urgent que d'annoncer sur BFM TV son souhait que, dès le printemps, *« on puisse, avec le préfet, le procureur, le représentant de l'Éducation nationale, organiser régulièrement des fouilles de sac à l'entrée des établissements »*. Ces *« fouilles inopinées »*, menées au motif de la lutte contre les violences à l'école et aux abords des établissements, seraient réalisées avec des *« forces de l'ordre puisque ça ne rentre pas dans les prérogatives des personnels de l'Éducation »*.

Les jeunes, avant d'être de futurs citoyens qu'il s'agirait d'instruire, seraient pour le gouvernement des délinquants en puissance qui doivent être traités par la terreur et la répression.

Un tel projet tient plus de la vieille rengaine réactionnaire que de l'idée de génie. En 2009, déjà, le ministre de l'Éducation Xavier Darcos, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, avait annoncé diverses mesures comme la fouille des élèves, pour lutter contre *« les violences en milieu scolaire »* considérées comme *« une forme, non pas de l'incivilité, (...) mais de délinquance, du crime voire de la barbarie »*. À l'époque, les présidents de l'Association des Régions de France et de l'Assemblée des Départements de France avaient protesté contre la volonté ministérielle de *« mettre en place des systèmes policiers à l'intérieur des établissements »* qu'ils jugeaient *« indigne d'un ministre d'un pays qu'on considère encore comme le pays des droits de l'homme et des droits de l'enfant »*.

Les jeunes ont besoin de moyens pour étudier, pas de matraque et d'uniformes !

Les annonces d'Élisabeth Borne interviennent alors même que dans tout le pays depuis plusieurs semaines, les personnels, les parents s'organisent, se mobilisent pour bloquer les suppressions de postes, les fermetures de classes qui préparent une rentrée 2025 chaotique dans les écoles, collèges et lycées, en application du budget Bayrou et de ses 50 milliards d'austérité, passé en force à coup de 49.3.

Elles interviennent alors que le Premier ministre est rattrapé par le scandale des 112 plaintes contre des violences physiques, des agressions sexuelles et viols qui auraient été commis durant 35 ans contre des élèves du collège-lycée N.-D. de Bétharram, et dont des témoignages attestent qu'il avait été averti alors qu'il était ministre de l'Éducation. À ce sujet, étrangement, la ministre n'a rien à dire si ce n'est qu'elle ignore ce qui s'est passé et que la faute reviendrait à ceux qui pointent la responsabilité de M. Bayrou.

La FNEC FP-FO, pour sa part, appelle les personnels à se tenir aux côtés des lycéens et étudiants qui se dressent contre toutes les mesures qui cassent leur droit d'accès à l'instruction et à des diplômes nationaux, leur droit à suivre les études de leur choix dans l'enseignement supérieur (*réforme du lycée et du baccalauréat, Parcoursup...*), qui disent non à l'austérité avec toutes ses conséquences très concrètes (*classes surchargées, suppressions d'heures de cours, de formations, de postes d'enseignants...*), et qui refusent la marche à la guerre et à la barbarie en Europe et dans le monde !

Bas les pattes devant nos jeunes ! Laissez-les étudier ! La police hors de l'école ! Arrêt immédiat de toutes les mesures d'austérité ! Création des postes nécessaires !